

Capitalisme, confédération et luttes de classes

PIERRE BEAUDET

L'histoire sociale est portée à reconnaître la réalité des classes sociales (au sens de groupements distincts, différenciés par la situation qu'ils occupent dans un système de production, de rapports de travail, de propriété, de pouvoir) et de la nation (au sens d'une communauté possédant sa propre langue et sa culture, occupant un territoire donné, liée par une économie commune, tendant à chercher ou à affirmer une expression politico-étatique qui lui soit propre). Loin de nier le rôle des individus, des sujets individuels ou collectifs, une telle reconnaissance permet de le rendre explicable en faisant ressortir le contexte social réel au sein duquel leur vie et leur action se déroulent.

Depuis plusieurs décennies, la « question québécoise » domine l'agenda politique au Canada. Il y a eu des moments de crise (1970, 1976, 1980, 1990, 1992, 1995¹), puis des périodes d'accalmie. Mais de manière structurelle, l'État canadien est régulièrement remis en question. Pour les dominants canadiens (toutes tendances confondues), la consolidation du capitalisme passe par la « gestion » de ces tendances centrifuges héritées d'un État forgé par l'expérience coloniale. Cette « gestion » implique de « discipliner » les tensions nationales et sociales et d'éviter la dislocation qui pourrait être propulsée par l'essor des luttes de classes ou encore par la création d'un État indépendant au Québec. À la fois faible et fort, le bloc dominant doit s'assurer de la consolidation de son pouvoir sur un vaste ensemble de couches populaires.

Cent quarante-sept ans après la création du « Dominion du Canada » et trente-six ans après la première victoire du Parti québécois (PQ), les polarisations continuent. Depuis la bifurcation de 2006, une nouvelle coalition de droite gouverne au niveau fédéral. Celle-ci déploie une (relativement) nouvelle stratégie pour « mater » ces contradictions en utilisant un large éventail de moyens de coercition et d'approches hégémoniques. Le gouvernement conservateur, en effet,

1 La crise d'octobre 1970; la première élection du PQ en 1976; le premier référendum québécois en 1980; l'Accord du Lac Meech suivi de son *crash* en 1990; la défaite du référendum pancanadien de Charlottetown en 1992; le deuxième référendum québécois en 1995.

ne se contente pas de gérer l'« alternance », mais essaie de provoquer de véritables ruptures. Reste à voir comment les luttes de classes vont faire évoluer ce projet.

Dans ce texte, nous voulons relire la « question québécoise » dans le contexte de l'historicité de la « question canadienne ». Nous tenterons de mieux comprendre les lignes de fracture « fondamentales » dont il sera question tout au long de ce numéro des NCS².

1. De l'État colonial à la modernité capitaliste

Après une longue mainmise coloniale, des États indépendants se mettent en place dès le dix-huitième siècle dans les Amériques. Les rébellions latino-américaines de même que la lutte d'indépendance états-unienne éradiquent le pouvoir colonial tout en élaborant diverses formes plus ou moins atrophiées de l'État républicain³. Mais dans le cas canadien, l'histoire connaît une autre évolution. Fait singulier, l'État colonial et monarchique imposé par l'Empire britannique sur les territoires canadiens au tournant du dix-huitième siècle n'est pas renversé.

La Conquête

Après la conquête en 1760 des territoires habités par les colons d'ascendance française, cet Empire résiste aux pressions provenant des conflits avec les États-Unis. Il fait également face aux résistances internes. L'économie coloniale, basée sur la prédation et le pillage des ressources, est énormément profitable. Les coûts de gestion de l'Empire demeurent relativement bas, d'autant plus qu'une couche subalterne de colons britanniques constitue une barrière assez puissante contre les paysans francophones et les communautés autochtones, majoritaires sur le plan démographique, mais impuissantes en raison de la dislocation de leurs structures nationales et étatiques. De plus, les élites cléricales francophones se rallient au pouvoir colonial dont elles reçoivent des pouvoirs résiduels sur leurs populations en matière de langue, de religion et de régime juridique. Comme l'explique Gilles Bourque :

En bouleversant la structure économique externe de la colonie française, le changement de régime (...) provoque la désintégration du groupe

2 Notre réflexion s'appuie pour l'essentiel sur une relecture de l'ouvrage fondateur de Stanley Bréhaut Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)*, Montréal, Éditions Parti pris, 1972. Les travaux de l'historien Alfred Dubuc et des sociologues Gilles Bourque et Dorval Brunelle constituent également une source très riche sur cette question.

3 Aux États-Unis, la constitution démocratique a exclu les esclaves d'origine africaine. Au sud du Rio Grande, le système féodal a été à peine modernisé, perpétuant l'expropriation des populations autochtones et la surexploitation des gens d'ascendance africaine.

de bourgeois canadiens-français et impose une élite réactionnaire et inapte au développement capitaliste, l'aristocratie cléricale, dont les ressources économiques sont fondées sur la propriété foncière. Cette situation nouvelle entraînera un déséquilibre affectant directement le peuple canadien-français composé d'une paysannerie et d'un embryon de prolétariat. Elle le condamnera à la stagnation économique et intellectuelle, augmentant ainsi le degré des inconvénients qu'il aurait eu de toute façon à subir dans la Conquête⁴.

Mais la Conquête génère de nouvelles contradictions. Dès la première moitié du dix-neuvième siècle, une élite locale prend son essor. La fraction réformiste de cette élite est surtout implantée le long des rives du Saint-Laurent. À côté de celle-ci vivent une vaste paysannerie de plus en plus désappropriée et une « multitude » urbaine chassée vers les villes par la misère. Ce bloc social au tournant des années 1830 commence à se mobiliser. Malgré les efforts de l'Empire, le tumulte devient tempête.

La rébellion

En moins de dix ans, une puissante coalition populaire prend forme et réclame le « gouvernement responsable », c'est-à-dire le rapatriement du pouvoir de dépenser vers l'assemblée élue où prédomine dans le Bas-Canada le Parti des Patriotes de Louis-Joseph Papineau, un digne représentant de cette élite canadienne-française. Le projet est au départ plutôt modéré, mais il se radicalise devant l'inflexibilité de l'Empire et de ses supplétifs locaux. Ceux-ci sont les grands marchands anglais qui ont pris le contrôle de l'économie de la colonie et qui sont secondés par une plèbe organisée en bandes armées dans les centres urbains, notamment à Montréal et à Québec. Le pouvoir colonial bénéficie enfin de l'appui indéfectible de la hiérarchie catholique locale fortement hostile au projet patriote.

Après maintes tentatives de négocier, la tendance républicaine, indépendantiste et anti-impérialiste devient majoritaire au sein des patriotes. Fait à noter, son projet n'est pas défini sur une base ethnique. Au contraire, il établit des liens avec certaines fractions (minoritaires) des colons britanniques dans le « Haut-Canada » (au-delà de la rivière Outaouais) et irlandais (ceux-ci affluent au Canada dans le sillon de la misère imposée par l'Empire à l'Irlande). En elles-mêmes, ces élites n'ont pas l'envergure requise pour contester l'Empire. Mais en mobilisant les classes populaires, elles soutiennent un projet qui propose la fin des privilèges et des discriminations (y compris contre les autochtones), l'abolition du système seigneurial, la séparation entre l'État et l'Église, et surtout, la fin du pouvoir colonial. Des assemblées de plusieurs milliers de personnes se

⁴ Gilles Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Éditions Parti pris, 1970, p. 154.

multiplient principalement à Montréal et sur ses couronnes nord et sud. Les revendications des patriotes deviennent le cœur d'un véritable mouvement de masse.

L'appel des patriotes

Nous déclarons (que) le peuple du Bas-Canada est absous de toute allégeance à la Grande-Bretagne; le Bas-Canada doit prendre la forme d'un gouvernement républicain; que sous le gouvernement libre du Bas-Canada, tous les citoyens auront les mêmes droits; les Sauvages (...) jouiront des mêmes droits que les autres citoyens; toute union entre l'Église et l'État est déclarée abolie, et toute personne a le droit d'exercer librement la religion et la croyance que lui dicte sa conscience; la tenure féodale ou seigneuriale est abolie; l'emprisonnement pour dettes n'existera plus; il y aura liberté pleine et entière de presse dans toutes les matières et affaires publiques; on se servira des langues française et anglaise dans toute matière publique.

Extraits de la *Déclaration d'indépendance du Bas-Canada*, février 1838⁵

La défaite

Malgré son enracinement, la rébellion est vaincue. L'Empire britannique, alors au faîte de son pouvoir, dispose d'une supériorité militaire indéniable. Pire encore, le projet patriote est miné par d'importantes divergences. Une partie du mouvement aspire à négocier avec le pouvoir colonial en minimisant ses revendications et en comptant sur l'appui des courants réformistes au sein de l'Empire. En revanche, les radicaux veulent aller plus loin, mais ils sont mal préparés. Les milices patriotiques ont oublié les tactiques de guérilla des Autochtones et se lancent tête baissée et visière levée contre leurs adversaires. Les masses populaires sont prêtes à participer à la lutte, mais les réseaux de résistance sont mal organisés. Entre-temps, les chefs comptent naïvement sur l'appui des États-Unis qui, espèrent-ils, appuieront la rébellion. Pour l'Empire, il n'est pas question de compromis, car une négociation qui mènerait à la création d'un État indépendant et républicain, peuplé majoritairement de francophones, donnerait un très mauvais exemple aux autres peuples colonisés de l'Empire⁶.

La confédération

Les conséquences de l'échec des patriotes vont marquer durablement l'évolution des luttes de classes et la configuration de l'État. Après avoir éliminé

5 *Le Manifeste des Patriotes de 1838*, dans *Le Manuel de la parole. Manifestes québécois*, tome 1 (1760-1899), textes recueillis par Daniel Latouche, Montréal, Boréal, 1977.

6 À la même époque, l'Empire est confronté à d'autres rébellions anticoloniales, notamment en Inde et en Irlande.

la menace, l'Empire change la donne démographique en accélérant l'arrivée de colons anglais, écossais et irlandais. Il consolide l'occupation des régions de l'ouest pour court-circuiter les revendications autochtones et métis animées par Louis Riel. Parallèlement, le pouvoir colonial réunit les deux entités distinctes, le Bas-Canada et le Haut-Canada, dans une seule colonie, créant un coupe-feu contre les aspirations des masses populaires francophones.

Après la dure répression qui s'abat sur la vallée du Saint-Laurent, les couches populaires sont désespérées, d'autant plus que les patriotes sont incapables de reconstituer un projet cohérent. Bien que des éléments de résistance épars demeurent, une nouvelle génération de leaders est prête à accepter le joug impérial. On retrouve derrière ce tournant une élite francophone commerciale et industrielle qui émerge dans le sillon de l'essor du capitalisme autour de la construction du chemin de fer et de l'expansion de l'industrie sur l'ensemble du territoire. Cette élite francophone est subalterne, mais elle profite de l'élargissement de son espace économique. Sur le plan idéologique, ces notables et marchands canadiens-français acceptent, en partie tout au moins, de se « recoller » avec les cléricaux et donc de mettre le discours républicain au rancart. Après diverses délibérations, le pouvoir britannique, sous la pression des réformistes anglais (les « whigs »), accepte l'idée du gouvernement « responsable », pour autant que les intérêts coloniaux soient préservés en matière commerciale et géopolitique. Dans ce contexte explique Gilles Bourque :

Coincée entre l'impérialisme anglais et le formidable développement du capitalisme américain, la bourgeoisie coloniale canadienne à dominante commerciale et bancaire est poussée à la création d'un État national. Elle doit se donner un marché national, mesure impliquant non seulement le développement des échanges au sein de l'espace national, mais aussi la domestication et la reproduction sur place d'une force de travail très attirée par les usines américaines⁷.

La nouvelle élite francophone

Ce processus politique débouche sur la constitution de 1867, de laquelle le Canada émerge comme une entité étatique semi-indépendante, fortement liée à l'Empire. Ce nouvel État est fort de sa victoire sur les rébellions. Il dispose également d'une solide alliance avec l'élite des colons britanniques qui est en train de se transformer en bourgeoisie capitaliste. En même temps, le nouvel État, dans la tradition de l'Empire, fait montre d'une certaine capacité à gérer les luttes de classes et nationales. La stratégie du « divide and rule » consiste à fragmenter les populations subjuguées en cooptant une partie des élites, quitte à leur concéder des pouvoirs subsidiaires. Très concrètement, pour atténuer

7 Gilles Bourque, « Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse » dans Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal, 1980, p. 165.

la pression, la nouvelle infrastructure politique concède quelques droits aux francophones désormais minoritaires dans le cadre de cette constitution dite de l'« Amérique du Nord britannique ». Pour l'Empire, le pacte est d'autant plus acceptable que les nouvelles institutions (le « Dominion ») demeurent dans la lignée de l'autoritarisme colonial et monarchique et concentrent le pouvoir au sein de l'État fédéral comme l'explique l'historien Alfred Dubuc :

La confédération et le partage des pouvoirs exprimèrent une politique fortement centralisée dont les leviers de commande furent remis au gouvernement fédéral (...). Toutes les sources importantes de recettes fiscales furent abandonnées à Ottawa⁸.

Pour ses promoteurs canadiens-français, tel George-Étienne Cartier, la création du Canada permet de protéger le pouvoir des élites francophones par le biais de l'autonomie concédée au Québec en matière de langue, de cadre juridique (le droit civil) et de religion. En réalité, la confédération consacre leur sujétion, comme l'expose Bréhaut Ryerson :

Le caractère monarchique anglais du dominion colonial confirmait l'hégémonie britannique et canadienne-anglaise. Le rapport démographique qui se composait depuis 1850 d'une majorité anglophone et d'une minorité permanente pour les Canadiens français fit que des concessions restreintes dans les domaines linguistiques et religieux furent accordées aux Canadiens français, à titre de minorité culturelle, tandis qu'on leur refusait toute reconnaissance politique comme entité nationale. En même temps, l'expansion économique, réalisée par la construction des chemins de fer et le développement industriel et appuyée par les structures d'un État unitaire, relia l'essor de la société aux sources de capitaux anglaises et américaines auprès desquelles les Canadiens anglais bénéficiaient de contacts que les milieux d'affaires canadiens-français n'avaient pas. La démocratie commerciale de 1867 faisait pencher la balance en faveur de la classe capitaliste canadienne-anglaise qui l'avait façonnée⁹.

Un État d'exception

Tout au long des années subséquentes, le mandat du nouvel État est de « gérer » un état d'exception permanent qui confère au gouvernement fédéral des pouvoirs exorbitants qui contredisent le sens du mot « confédération ». Ce

8 Alfred Dubuc, « Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise », dans Pierre Fournier (dir.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978, p. 49-78.

9 Stanley Bréhaut Ryerson, *op. cit.*, p. 487.

pouvoir n'éprouva aucune hésitation à utiliser la violence contre la population, comme on le constate dans l'Ouest contre les populations métis (1869 et 1884). Le Dominion canadien par ailleurs reste un supplétif de l'Empire dans ses aventures militarisées dans le monde, en Afrique¹⁰ notamment, et plus tard lors de la boucherie impérialiste de 1914, ce qui suscite de puissantes manifestations qui sont réprimées par l'armée en plein cœur de Québec. De manière générale, l'État ne démontre aucune tolérance face aux syndicats qui sont bousculés par la répression, comme à Winnipeg en 1919 où une grève générale fait surgir le spectre du pouvoir prolétarien. Cette intolérance se manifeste contre les immigrantEs et les minorités francophones, notamment à l'extérieur du Québec où celles-ci perdent leurs écoles et d'autres espaces d'autonomie culturelle. Parallèlement et en dépit des espoirs des élites francophones, les pouvoirs des provinces sont atrophiés. Dans ce contexte, le processus de construction de la nation (*nation building*) est entravé. Les dominants anglo-canadiens ne peuvent développer une véritable identité canadienne. Du côté du Québec, les francophones, malgré la défaite de 1837-38, continuent de porter des aspirations nationales qui sont certes déviées par l'élite cléricale et bourgeoise, mais qui résistent à l'État canadien.

Entre-temps, le capitalisme, en se développant de manière inégale, favorise l'émergence des bourgeoisies régionales, au Québec et dans d'autres régions périphériques. Ces bourgeoisies tentent d'élargir leurs sphères d'accumulation, tout en tentant de négocier leur insertion dans l'État fédéral. Elles ont aussi réussi à s'imposer face aux grands monopoles qui apparaissent alors à Toronto et à Montréal (sous l'égide de l'élite anglo-canadienne). Le résultat, selon Gilles Bourque, est que « l'État canadien est divisé, c'est-à-dire qu'il permet le renforcement d'une multiplicité de bases d'accumulation régionales qui ralentissent l'approfondissement et l'élargissement d'une accumulation capitaliste pancanadienne »¹¹.

Le nationalisme réactionnaire

C'est ce qui explique les tensions ravivées au tournant des années 1920 sous la houlette d'une nouvelle génération de leaders nationalistes, dont Henri Bourassa. Celui-ci n'est ni républicain ni indépendantiste, mais il veut « défendre la nation canadienne ». Ce nationalisme reste cependant confiné au cadre de l'idéologie cléricale qui continue de dominer.

Plus tard, cette polarisation se développe. Le pouvoir fédéral qui s'exerce à travers une classe politique subalternisée au Québec est contesté par une alliance hétérogène de nationalistes, de réformistes et de conservateurs et

10 En 1901, l'Empire britannique décide d'en finir avec la fronde des populations « boers » (des colons blancs d'origine hollandaise) en Afrique du Sud. L'Empire exige de ses « dépendances » comme le Canada qu'elles participent au massacre.

11 Gilles Bourque, *op. cit.*, p. 167-168.

canalisée par l'Action libérale nationale. Mais l'ALN est un projet prématuré, réformiste et moderniste d'une part, corporatiste et clérical d'autre part. Le pouvoir des élites demeure très fort, d'autant plus que la hiérarchie catholique entrave le développement des mouvements sociaux. Finalement, une sorte de néonationalisme canadien-français surgit sous la forme d'une idéologie rétrograde et conservatrice, inspirée par des milieux catholiques de droite sous l'influence du Chanoine Lionel Groulx qui, par ailleurs, ne craint pas de frayer avec des mouvements extrémistes se réclamant de Franco et de Mussolini. Tout cela débouche sur l'élection de Maurice Duplessis et de l'Union nationale en 1936. La mise en place de ce régime a plusieurs conséquences. D'emblée, il consolide le pouvoir répressif s'appuyant sur l'appareil clérical. En adoptant un discours nationaliste, il verrouille une possible rencontre entre revendications nationales et luttes sociales, ce qui est facilité par le fait que les gauches (mouvements sociaux et partis politiques) restent autistes sur la question nationale. L'Union nationale déplace en outre l'accent, du national vers l'identitaire. La création de l'« identité » québécoise est intégrée à la défense des valeurs réactionnaires : « Dieu-famille-patrie ».

Le développement du capitalisme

Pour les dominants, ce tournant est une aubaine. Malgré les « chicanes » secondaires entre Ottawa et Québec, le dispositif étatique enferme les revendications des QuébécoisEs dans un cadre réactionnaire. Un État provincial quasi policier assure « la loi et l'ordre » au profit d'une poignée de capitalistes anglo-canadiens et étrangers qui dominent l'économie. Durant cette « grande noirceur », le peuple se retrouve enfoncé dans la pauvreté, l'ignorance et la dépendance. La répression contre les mouvements sociaux, en particulier les syndicats, est au centre du dispositif idéologique animé par la puissante structure de l'Église catholique relayée dans toutes les composantes de la société civile.

Entre-temps, le développement du capitalisme poursuit son cours. Peu à peu, l'État canadien accroît son autonomie face à un Empire britannique en déclin. La bourgeoisie anglo-canadienne diversifie ses intérêts à travers l'industrialisation. Le Canada se distingue toutefois des autres formations sociales capitalistes par l'importance des ressources naturelles dans son processus d'« accumulation primitive ».

Le Québec est dans une large mesure le parent pauvre de cette consolidation du capitalisme. L'élite cléricale craint les effets d'une modernisation intrinsèquement liée à l'industrialisation et à l'urbanisation, alors que ses bases sociales demeurent rurales et paysannes. Dans ce contexte, l'État fédéral concentre ses ressources sur le développement économique de l'Ontario qui devient le centre de l'industrie lourde et bientôt du secteur financier, ce qui réduit encore plus l'économie québécoise à une position subalterne. Le processus aboutit également à une intégration de plus en plus poussée de l'économie canadienne à celle des États-Unis dont l'influence supplante celle de l'Empire. Avant et après la Deuxième

Guerre mondiale, le mode de développement capitaliste passe, selon Dorval Brunelle, par une « double articulation entre l'économie états-unienne et les ressources provinciales d'une part, entre la politique états-unienne et la politique canadienne de l'autre (comme si) la politique fédérale cautionne l'expansion d'une économie continentale dont les tenants et aboutissants se trouvent à Washington »¹².

2. Nouvelles fractures, nouvelles luttes

Après 1945, l'Empire britannique se disloque, ce qui permet aux États-Unis de prendre toute la place. La grande bourgeoisie canadienne, mais également les bourgeoisies régionales, en prennent bonne note. Une période d'accumulation accélérée s'ouvre dans le sillon du nouvel Empire états-unien avec ses puissants moyens économiques, politiques, militaires et culturels.

Le Canada face à la révolution-pas-si-tranquille

Ce virage et les politiques keynésiennes qui le sous-tendent impliquent des aménagements dans le mode de gestion politique. La composition de classe des secteurs populaires change à travers la prolétarianisation et l'urbanisation. Pour les dominants canadiens, des réformes sont nécessaires pour que cette nouvelle régulation se consolide et intègre les classes populaires dans le processus de relance de l'accumulation tout en empêchant des « débordements » vers la gauche. Mais au Québec, la situation dérape. D'emblée, l'élite clérico-réactionnaire est déstabilisée. Après la mort de Duplessis, l'Union nationale tente de se réformer, mais c'est trop peu, trop tard. De nouvelles fractions bourgeoises émergent dans le développement des appareils d'État, se liant aux couches ascendantes parmi la moyenne bourgeoisie. Cette convergence crée le nouveau leadership de la révolution dite tranquille, lequel s'empare du pouvoir provincial sous le drapeau du Parti libéral du Québec (PLQ) en 1960. Bientôt, le réformisme de l'« équipe du tonnerre » de Jean Lesage et de René Lévesque réanime le nationalisme sur une autre base, les revendications nationales étant défendues dans la perspective de la modernité de l'État et de l'émancipation.

Que font les élites canadiennes face à ce nouveau tournant ? Elles partagent le sentiment qu'il faut défaire ce néonationalisme québécois. Pour cela, l'État canadien accélère les réformes. Le personnel politique est renouvelé autour de la figure charismatique de Pierre Elliot Trudeau qui prétend sauver l'unité canadienne en relançant les politiques de bilinguisme, de multiculturalisme et d'intégration des francophones dans l'État fédéral. Mais au Québec, les résistances sociales se développent à partir de dures grèves ouvrières et étudiantes. En octobre 1970, Trudeau se discrédite en envoyant l'armée sous le prétexte d'une « insurrection appréhendée ». En mai 1972, une grève quasi générale

12 Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise, 1978, p. 11.

démontre la fragilité du pouvoir. En octobre 1976, une grève pancanadienne est organisée par les mouvements syndicaux tant au Québec qu'au Canada contre la politique d'austérité de Trudeau. On en est là lorsque le PQ gagne les élections en novembre 1976.

Le projet du PQ

D'emblée, le PQ reconstruit une vaste alliance de classe. Le leadership du PQ appartient à une petite bourgeoisie ascendante, mais le projet fondamental reste cependant « bourgeois », solidement axé sur la perspective de développer le capitalisme. Cependant, la base du PQ demeure populaire tant dans les centres urbains que dans les régions rurales. Pour ces couches populaires, la question sociale rejoint celle de l'émancipation nationale. Et pour cause : le peuple sait bien qu'au Canada, la formation sociale capitaliste est basée sur la sujétion du peuple québécois, avec les conséquences très concrètes que tout le monde connaît : discriminations systémiques, surexploitation, sous-développement des infrastructures, etc. À cela s'ajoute un système symbolique et culturel méprisant dans lequel les francophones restent des demi-civilisés aux yeux des Canadiens et des Canadiennes.

Au début du gouvernement du PQ, plusieurs réformes sont entreprises pour répondre aux aspirations populaires qui contestent ce dispositif de classe¹³. Si la base populaire est attirée vers le PQ, il n'en va pas de même pour les élites. En effet, les secteurs bourgeois québécois ne rejoignent pas la coalition, malgré les appels en ce sens de Jacques Parizeau qui veut faire de l'État québécois un levier pour la construction du capitalisme national. La direction du PQ essaie tant bien que mal d'éviter une confrontation « totale » avec les élites et l'État fédéral, et plus encore avec l'impérialisme états-unien. En diluant le projet d'indépendance, le PQ aspire à « approfondir la base d'accumulation québécoise sans remettre en question l'impérialisme et sans déstructurer l'espace canadien »¹⁴. En dépit de cette tentative de trouver un compromis, l'État fédéral entreprend une vaste stratégie pour vaincre le PQ, ce qu'il réussit lors du référendum de 1980. Les diverses couches de la bourgeoisie canadienne appuient sans réserve cette offensive contre le néonationalisme québécois. Elles réussissent par ailleurs à embarquer dans cette hostilité anti-Québec une grande partie des classes populaires canadiennes.

Liquider le projet néonationaliste

En réalité, divers processus se conjuguent dans la stratégie de l'État fédéral. L'opposition contre le néonationalisme est d'autant plus importante que le

13 La loi 101, la législation contre les briseurs de grève, le zonage agricole qui protège les communautés semi-rurales, la réforme de l'assurance-automobile qui réduit les coûts exorbitants imposés par les institutions financières, l'expansion des services publics, etc.

14 Gilles Bourque, *op. cit.*, p. 176.

capitalisme, canadien et mondial, entre au tournant des années 1970 dans une crise prolongée, laquelle impose une profonde réorganisation qui finit par être connue sous le label du néolibéralisme. Le projet n'est pas facile à réaliser, car il s'agit d'annuler des conquêtes populaires dans le domaine du travail et de la société, ce qui implique donc de briser ou de détourner les réformes associées au keynésianisme. Peu à peu les diverses formations politiques réformistes seront cassées ou domptées, comme ce sera le cas avec le PQ après 1980, lorsqu'affaibli par la défaite du référendum, il effectue un virage néolibéral en se confrontant aux organisations syndicales. Son discours s'infléchit aussi, notamment lors des négociations constitutionnelles de 1982. Malgré ces reniements, le PQ reste un ennemi à abattre pour les dominants.

L'autre motif de cette intransigeance face au néonationalisme québécois remonte aux racines de l'État canadien. Au-delà des mécanismes psychologiques à l'œuvre et qui construisent une identité anglo-canadienne hostile et méprisante à l'endroit des QuébécoisEs, on retrouve la conviction parmi l'élite canadienne que le contrôle du territoire dans son intégralité est indispensable au pouvoir de l'État et au capitalisme. Cette conviction est partagée par l'impérialisme états-unien qui, malgré les tentatives du PQ de présenter le souverainisme comme un projet « sans danger », reste allié à l'État canadien. En fin de compte, pour la bourgeoisie canadienne, le projet de souveraineté-association remettrait en question un édifice de domination construit de longue date.

L'impasse

Après ces confrontations, le PQ se désincarne, ce qui permet à la fraction « fiable » des élites québécoises de revenir au pouvoir. Mais cette « nouvelle droite » est confrontée à la force du mouvement populaire qui bloque les « réformes » qui visent à accélérer les privatisations et à démanteler le secteur public. Sur la question nationale, le PLQ, de concert avec le nouveau gouvernement conservateur à Ottawa, essaie de liquider une fois pour toutes l'aspiration à l'indépendance en proposant un nouveau compromis constitutionnel (l'accord dit du lac Meech).

Un peu comme dans les années 1840, les dominants espèrent que la défaite du mouvement national permettra d'ouvrir la porte à la cooptation des élites québécoises, surtout de cette bourgeoisie provinciale (ou régionale) que le PQ courtise depuis le début. Une telle réintégration de la question nationale québécoise dans une confédération en apparence décentralisée pourrait – c'est ce que les élites canadiennes désirent – consolider l'État et ses bases sociales. Tout en liquidant la question nationale, le projet a également pour ambition d'accélérer le démantèlement du keynésianisme en « déversant » plusieurs fonctions sociales vers les gouvernements provinciaux (sans leur concéder les ressources fiscales qui les rendraient pérennes), ce qui permet d'amadouer dans une certaine mesure le nationalisme québécois. Mais le projet échoue, notamment à cause de l'opposition d'une partie de la classe politique canadienne

(le secteur « trudeauiste » du PLC et le NPD). Les couches canadiennes « moyennes » craignent qu'une décentralisation supplémentaire de la fédération ne conduise à affaiblir non seulement l'État fédéral, mais le système keynésien qui en est l'assise. Le PLC regagne le pouvoir en 1993. Son principal projet est de faire obstacle aux revendications québécoises par tous les moyens possibles, si nécessaire, tout en accentuant le virage néolibéral.

Nouvelles confrontations

En 1994, à cause de cette impasse, le PQ refait surface. Une nouvelle coalition québécoise est refondée par Jacques Parizeau en incluant un large éventail, de la droite (Mario Dumont) à la gauche (les syndicats qui ont décidé d'oublier le choc de 1982). Mais la réponse est très tiède du côté de la bourgeoisie régionale. Il faut dire que celle-ci n'est plus la même qu'en 1980. Dans le sillon des grandes transformations intervenues au cours de la décennie précédente, cette bourgeoisie est surtout soucieuse de s'insérer dans le marché nord-américain. Compte tenu de ses fragilités (par rapport à la grande bourgeoisie canadienne et états-unienne), elle sait qu'elle a besoin de l'État québécois, mais pas au point de provoquer une rupture qui serait déstabilisante. Entre-temps, l'État canadien poursuit la même politique en empêchant le libre choix des QuébécoisEs. Et c'est ainsi que se produit la courte défaite au référendum de 1995 qui résulte d'une série d'agissements illégaux, d'intimidations, de menaces et de manipulations¹⁵.

Le PQ ressort de la défaite encore plus laminé que lors du premier référendum, ce qui permet à un opérateur politique de droite nommé Lucien Bouchard de s'en emparer. Le PQ, dit-il, doit « bien gérer », ce qui veut dire s'imposer la médecine de cheval du néolibéralisme en mettant à pied des dizaines de milliers de personnes de la fonction publique. Bernard Landry, qui succède à Bouchard, poursuit la même politique se présentant comme le « champion » du libre-échange, et ce, au moment où des dizaines de milliers de personnes prennent part au Sommet des peuples des Amériques en avril 2001 pour protester contre le projet de création d'une Zone de libre-échange des Amériques.

En 2003, les bases populaires du PQ s'effondrent à nouveau et le PLQ, dirigé par l'ex-conservateur Jean Charest, revient au pouvoir. Parallèlement, l'État fédéral, devant ce nouvel effondrement du nationalisme québécois, entreprend de renforcer son pouvoir. Sous l'égide du PLC, les politiques néolibérales sont accélérées, d'où des coupes massives dans les transferts vers les provinces pour les programmes de santé et d'éducation et l'alignement sur les États-Unis par le biais de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Mais la résistance

15 Lors de la campagne référendaire, non seulement le gouvernement fédéral refuse les règles imposées par l'Assemblée nationale, mais il engage de nombreuses manoeuvres pour intimider certaines catégories de la population, notamment les personnes âgées et les immigrantEs.

populaire ne lâche pas prise. De très grandes mobilisations réunissent des syndiquéEs mais aussi des familles menacées par Charest qui veut détruire les centres de la petite enfance (CPE). La grogne est tellement puissante que le gouvernement est forcé de reculer. Peu après, les étudiantEs mettent à mal le gouvernement en le forçant à reculer sur la question des prêts et bourses (en 2005).

Durant la même période, l'État fédéral met en place une gigantesque machine pour neutraliser le nationalisme québécois par des opérations de corruption et de manipulation. En fin de compte, les deux grands ennemis que sont le PQ et le PLC/PLQ s'épuisent mutuellement tout en s'avérant incapables de réconcilier les politiques néolibérales avec leurs bases électorales composées de couches moyennes et populaires. Au tournant des années 2000, l'impasse apparaît quasi totale.

La rupture (aujourd'hui et demain)

En 2006, Stephen Harper est élu à la tête d'un gouvernement conservateur minoritaire. Mais Harper est un Gramsci de droite qui sait mener la « guerre de position » dans et à l'extérieur des institutions. Son projet n'est pas de proposer une alternance « normale » à la gouvernance libérale qui a dominé durant la plus grande partie des 100 dernières années, mais de provoquer des ruptures. Le projet prend forme dans la réorganisation de l'État qui s'accélère après la troisième victoire électorale du PC qui lui permet en 2011 de diriger un gouvernement majoritaire. Peu à peu on voit s'édifier un État construit sur de nouvelles fondations et des modes de fonctionnement inédits.

Pour Harper, la Confédération canadienne est un outil que doit gérer la classe dominante anglo-canadienne, quitte à concéder quelques strapontins à l'élite québécoise, dans la perspective qui avait été imposée après la Conquête et, plus encore, après la défaite du projet républicain de 1837-38. L'astuce de Harper, si l'on peut dire, est de promouvoir un nationalisme conservateur québécois, bien content de se voir confier une gestion provinciale rétrécie. Le déversement de certaines compétences traditionnellement fédérales vers les provinces peut souder davantage cette alliance avec un gouvernement québécois complaisant, celui du PLQ en l'occurrence, qui poursuit son propre agenda d'attaques contre le mouvement populaire.

Cela dit, la rupture est loin d'être simple. Les classes moyennes et populaires sont menacées par cette restructuration et elles résistent. Le PLQ devient le gouvernement le plus impopulaire de l'histoire du Québec. L'irruption des *Carrés rouges* impulsée par le mouvement étudiant change toutes les données. L'élection du gouvernement péquiste le 4 septembre 2012 complique les choses, car le PQ, même dans sa version actuelle édulcorée, n'est pas un partenaire crédible pour l'État canadien. À ce moment-ci du processus, on ne peut qu'imaginer les convulsions et les turbulences qui s'en viennent.

L'histoire continue...